

Prudences préélectorales

LE MONDE | 22.03.2014 à 10h55 • Mis à jour le 22.03.2014 à 11h07 | Par [Claire Guélaud](#)

Dans l'imaginaire de campagne hollandais, l'année 2014 devait être celle du redémarrage économique après trois années de croissance nulle, celle où l'on rompait enfin avec la « grande récession » et où l'on renouait avec une forme de dynamisme qui nous a fait cruellement défaut ces dernières années.

Il est trop tôt pour dire si ce scénario rose a des chances d'être le bon. Ce qui est sûr, en revanche, c'est que le bilan économique et social des vingt-deux premiers mois du quinquennat de [François Hollande](#) est des plus mitigés. Pas de quoi mobiliser les électeurs à quelques heures du premier tour des élections municipales !

La fameuse inversion de la courbe du chômage, maintes fois promise par le président de la République pour 2013, se fait attendre. A la fin du mois de mai 2012, le nombre des chômeurs sans aucune activité était de 2,9 millions en [France métropolitaine](#). En décembre 2013, il atteignait 3,3 millions.

Si la situation des jeunes s'améliore depuis maintenant plusieurs mois, d'autres maux français ne laissent pas d'inquiéter : le niveau élevé du chômage de longue durée, cette redoutable trappe à pauvreté, et les difficultés extrêmes que rencontrent les personnes non qualifiées sur le marché du travail.

Malgré une baisse purement technique de 0,4 point, le taux de chômage frise encore les 10 % : 9,8 % en métropole, 10,2 % avec les DOM, selon l'Insee.

REDÉMARRAGE DU TRAVAIL TEMPORAIRE

Quant à l'emploi dans le secteur marchand, il a diminué de 0,4 point en 2013, ce qui correspond à la suppression de 62 200 postes. Un léger mieux s'est toutefois produit au quatrième trimestre, avec près de 15 100 créations nettes d'emplois salariés. Il doit beaucoup au redémarrage du travail temporaire. Ce pourrait être une hirondelle annonciatrice du printemps, l'intérim servant généralement d'indicateur avancé de l'emploi.

Dans un pays où le syndicalisme est historiquement faible, le dialogue social – un dialogue soutenu à bout de bras par le ministre du travail, Michel Sapin – a marqué des points sur le terrain de l'emploi et des accords de compétitivité comme sur celui de la formation professionnelle.

Malgré ces avancées, la France est encore loin de la « flexisécurité » scandinave, ce mélange de souplesse pour les entreprises et de protection des salariés, qui a fait ses preuves.

Dans le domaine économique, les réformes n'ont pas manqué, de la Banque publique d'investissement (Bpifrance) au projet d'union bancaire, en passant par le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, instauré à l'automne 2012, après la publication du rapport Gallois.

La vertu pédagogique dudit rapport était évidente : il s'agissait à la fois d'acter la gravité de la situation de l'économie et des entreprises françaises, et de convaincre le Parti socialiste de se rallier à une politique de l'offre et de soutien à la production. Cela n'allait pas de soi dans une formation politique restée très keynésienne.

FRAGILITÉS PERSISTANTES

Donnons acte à François Hollande d'avoir permis cette évolution des esprits, qui heurte encore tant de gens à gauche, ceux-là mêmes qui ont défilé, mardi 18 mars, contre le pacte de responsabilité proposé par le chef de l'Etat aux entreprises.

Le problème, pour les artisans de la conversion économique du PS, est que celle-ci est trop récente pour avoir pu donner de premiers résultats. Là non plus, il n'y a pas de quoi enthousiasmer les électeurs.

L'économie française reste fragile : croissance faible, industrie en perte de vitesse, emploi en berne, chômage deux fois plus élevé qu'en Allemagne, dette publique supérieure à la moyenne de la zone euro, faiblesse historique du taux de marge des entreprises... Le président du Medef, Pierre Gattaz, vient d'en lister les maux dans un « carnet de santé de la France » qui ressemble à s'y méprendre aux « cartes sur table » d'antan.

Ces rendez-vous patronaux réguliers donnaient déjà l'occasion à Denis Kessler, alors numéro deux de l'organisation patronale, de ferrailler avec la gauche de gouvernement. Comme quoi, on ne se refait pas.

Malgré l'alourdissement de la pression fiscale et le niveau record des prélèvements obligatoires (46,1 % du produit intérieur brut en 2014, selon Bruxelles), la France, une fois de plus, n'a pas réussi à tenir son calendrier d'assainissement des finances publiques. Comment s'en étonner ? Elle est vice-championne européenne de la dépense publique derrière la Finlande.

50 MILLIARDS D'EUROS D'ÉCONOMIES À TROUVER

Les premiers mois du quinquennat ont été durs, l'après-municipales pourrait l'être davantage. A la mi-avril, le gouvernement doit transmettre à la Commission européenne son programme de stabilité, dans lequel figureront ses prévisions de dépenses, de déficit et de recettes. Le contenu de ce programme fera l'objet d'un débat à l'Assemblée, avant sa transmission à Bruxelles.

A cette date, on devrait en savoir plus sur les 50 milliards d'euros d'économies en dépenses que Bernard Cazeneuve a proposées pour les trois prochaines années. Le ministre du budget aura rendu sa copie dans les délais impartis au chef de l'Etat et au premier ministre. Son plan d'économies, par définition douloureux, sera alors documenté.

C'est aussi dans les premiers jours d'avril que devraient être connus dans le détail l'ampleur des baisses d'impôt consenties aux entreprises et le contenu du pacte de responsabilité. D'ici là, motus et bouche cousue ! Autant dire que le gouvernement donne l'impression fâcheuse d'avoir repoussé à l'après-municipales l'annonce des décisions qui ont toutes les chances de fâcher la gauche